

Bernard Derosier (CG 59). « Agir et optimiser le potentiel économique » **Contran Lejeune (CJD). « Supprimer le statut de cadre »**



● B. Derosier préside le conseil général du Nord depuis 10 ans. Il a succédé en 1985 à ce poste à Albert Denvers mais n'avait pas été réélu en 1992.

Président du conseil général du Nord à l'origine, entre autres, des ruches d'entreprises, Bernard Derosier soutient le développement économique.

L'action économique n'est pas une compétence obligatoire, or vous y allouez 10M€ par an. Pourquoi une telle volonté ?

C'est une somme modeste au regard des besoins d'un département comme le nôtre. Mais on ne peut pas la déconnecter du reste et ne pas tenir compte du contexte. Les lois de décentralisation ont libéré les collectivités territoriales. Dans ce cadre, le Département a recherché ce qu'il pouvait faire pour relancer l'emploi, pallier les conséquences des fermetures d'entreprises... Nous avons décidé d'agir sur les

zones où la vie économique déclinaît et où les problèmes d'emploi demeuraient en favorisant la création d'entreprises et d'emplois. Nos actions sont parties de notre compétence première : la solidarité envers les personnes, mais aussi les territoires. Agir pour l'emploi et être acteurs de grands projets stratégiques constituent les deux principes de notre intervention.

Comment participez-vous à ce renouveau économique ?

Nous avons engagé un certain nombre de mesures financières pour donner une autre image du Nord et optimiser le potentiel économique et celui des entreprises. Quand nous faisons des routes, à hauteur de 300M€, c'est de l'action économique. L'aéro-

port de Lille-Lesquin, comme les pôles de logistique, nous y participons parce que c'est du développement. Nous nous sommes aussi dotés du Fonds départemental pour l'aménagement du Nord (Fdan), soit 10M€ de plus pour intervenir sur des projets structurants. Partenaires de la Région à travers le SRDE et le PRCE, nous privilégions également l'insertion par l'économie et avons engagé une politique d'incitation à l'innovation et au transfert de technologies.

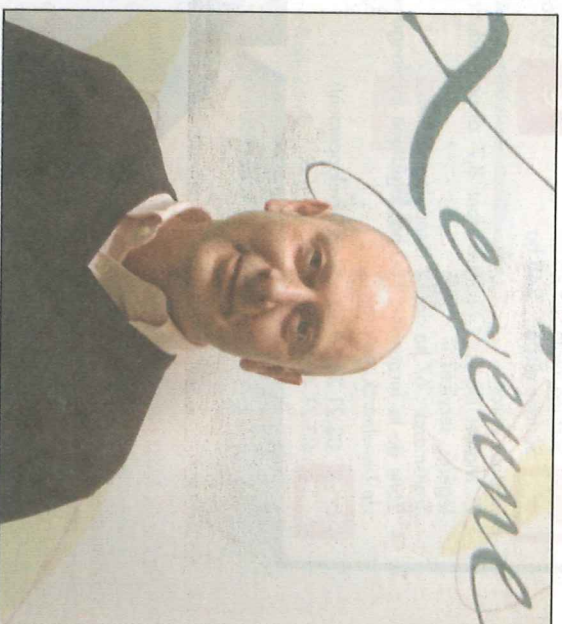
Le succès des ruches n'est plus à prouver après 20 ans. Comment les voyez-vous évoluer ?

Il n'y a pas de raison pour que ce que nous avons fait en 20 ans change, surtout que nous parlons sur des périodes raisonnablement courtes de 3 ans. Nous préparons la convention 2009-2011 avec comme axes majeurs la prospection de projets à forte valeur ajoutée et l'inscription des ruches dans des dynamiques territoriales. Il manque des porteurs de projets fiables. Nous misons sur la formation des jeunes à la création d'entreprise.

Personnellement, quelle entreprise auriez-vous rêvé de créer ?

Je dirais déjà une entreprise extraordinaire, à la tête de 8.500 agents directs, sans compter toutes les annexes. Je n'aurais pas assez d'une vie pour faire tout ce que j'ai envie notamment dans la solidarité. Mais je ne me vois pas à la tête d'un empire.

Jean-Pierre Guillon (Medef). « Passer d'une culture de salariat à une culture d'entrepreneuriat »



● A la tête d'une entreprise de négoce de volailles à Courrières, Contran Lejeune est aussi le nouveau président du Centre des Jeunes Dirigeants.

d'engagement associatif, de création d'entreprise...

On propose d'ailleurs de valoriser le parcours professionnel avec un système de milles correspondant aux différentes expériences. Au-delà, cela permettrait d'individualiser les ressources humaines et de refonder la protection sociale avec un seul interlocuteur.

Au début de l'année, le CJD s'est positionné en faveur de la TVA sociale. Quel est désor-

mais votre point de vue alors que le projet semble enterré ?

Nous sommes toujours favorables à ce type d'initiative qui nous garantirait la préservation de notre protection sociale. On doit repenser la fiscalité autour de l'entreprise et la reporter sur la consommation. On va essayer de relancer l'idée par le biais de la contribution sociale sur la consommation (CSCCO). C'est un chantier important et prioritaire.

Jean-Pierre Guillon (Medef). « Passer d'une culture de salariat à une culture d'entrepreneuriat »

Président du Medef Nord - Pas-de-Calais, réélu en 2007, Jean-Pierre Guillon milite pour l'entrepreneuriat.

Quel regard portez-vous sur la création d'entreprise dans la région ?

Nous étions les derniers avec un état statistique catastrophique. L'origine de cette situation est due à un bassin d'emploi très industrialisé qui attendait de l'État des gestes politiques. L'automobile a été le grand pérennité. C'était un problème récurrent qui a généré une culture de salariat plus que d'entrepreneuriat. L'entrepreneuriat est un problème culturel qui passe par un actionnariat privé. La métropole lilloise, par son capitalisme textile, représente un pôle de l'entrepreneuriat qui reste extrêmement fort. Nous avons pris un train de retard que nous rattrapons heureusement. Les chiffres sont encourageants. Il faut maintenant devenir les meilleurs.



● Jean-Pierre Guillon préside le Medef Nord - Pas-de-Calais.

La situation change...

Les données globales ont changé. L'État ne distribue plus de sociétés et l'entrée dans l'économie globale a initié une nouvelle économie d'initiative individuelle. Nous avons des atouts pour inciter les jeunes à créer leur entreprise. La création a bougé

de secteur, vers le high-tech, les entreprises à haute valeur ajoutée... L'accessibilité à la création est plus simple dans les entreprises de services, un secteur où l'on voit émerger beaucoup plus de créateurs. Nous devons tous faire en sorte que le Nord - Pas-de-Calais soit une zone attractive dans le jeu mondial. La Créativille est la pour dire que c'est possible ! Je rends hommage à Pierre de Saintignon qui en est le moteur. Le Salon Créer est aussi une grande réussite pour dire à tous : venez là parce qu'il y a tous les éléments pour bien créer.

Quels conseils donneriez-vous à un créateur en devenir ?

La création d'entreprise est un sacrifice, il faut avoir ça dans les tripes ! Elle existe à tous les stades de la vie, mais n'est efficace en nombre que lorsqu'elle précède le statut de salarié. Il faut créer jeune pour ne pas entrer dans une culture de sala-

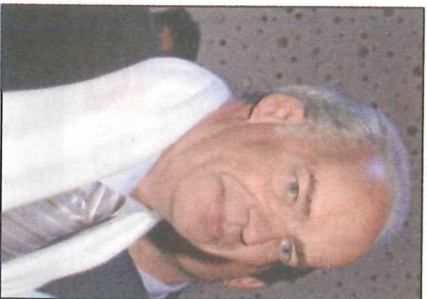
Et concernant la reprise ?

On trouve difficilement de belles entreprises à transmettre, donc à reprendre. Par contre, toute une génération d'entrepreneurs arrive à l'époque de la transmission.

Quels sont les ingrédients utiles à l'entrepreneuriat ?

C'est un problème de terrain. Un peu comme l'Institut Pasteur qui prépare son terrain pour développer ses cultures. Il faut des financements, mais aussi du réseau et de l'échange d'informations. C'est le terrain sur lequel se nourrit le créateur qui ne doit pas rester isolé mais au contraire être ouvert. Capter de l'information est une qualité fondamentale. Il faut aussi avoir le tempo de son projet, de la patience et un côté intuitif. Le talent du chef d'entreprise, c'est de mettre en musique des talents.

Alain Griset affiche les objectifs de l'artisanat.



Président de l'assemblée permanente des chambres de métiers et président régional de la CMA, Alain Griset prône le renouveau de l'artisanat.

L'an passé, vous signiez le plan régional de développement de l'artisanat avec la région, un an après, où en est-on ?

Ce plan nous engage jusqu'en 2013 et recouvre la création, la transmission, le développement des entreprises, la mise en place d'outils financiers et d'information. Notre objectif majeur est de passer de 40.000 entreprises artisanales aujourd'hui à 55.000 en 2013. Dans le même temps, nous souhaitons que le nombre d'emplois passe de 100.000 à 160.000. Sur le plan opérationnel, des outils financiers spécifiques seront opérationnels durant ce second semestre.

Nous avons bien avancé également en matière de transmission. L'une de nos priorités jusqu'à la fin de l'année est de contacter l'ensemble des chefs d'entreprise nés en 1953 et avant, soit 1.416 personnes, pour les préparer à la transmission. Nous avons la volonté de tripler la transmission d'entreprises de 450 en 2006 à 1.600 en 2013.

Quel sera selon vous le visage de l'artisanat demain en Nord - Pas-de-Calais ?

La région est dans une dynamique, on observe un vrai changement d'attitude par rapport à l'entrepreneuriat. Demain, j'ambitionne que créer son entreprise devienne normal et que le plus grand nombre considère que cela est réalisable. L'artisanat en région, ce sont 250 métiers différents. Pour s'imposer demain, nos professionnels doivent prendre toute la mesure de l'innovation. C'est le sens du trophée Stars et Métiers. L'innovation est partout. Elle est bien sûre technologiquement mais aussi dans la gestion des ressources humaines, des aspects commerciaux...

L'artisanat attire aussi de nouveaux publics, comment appréhendez-vous cela ?

L'artisanat doit effectivement s'adapter à l'attrait qu'il présente auprès de publics non issus de ce secteur d'activités mais qui se découvrent une fibre. Nous avons de plus en plus de personnes, de 40 à 45 ans, cadres ou chefs d'équipe de grands groupes qui se lancent. En effet, l'économie évolue et l'insécurité a changé de camp. Ils veulent prendre leur avenir en main. Cela s'accompagne souvent d'un autre projet de vie. C'est une tendance lourde.

... et auprès d'étudiants ?

Nous rencontrons également beaucoup de jeunes diplômés qui se refusent à avoir comme seul avenir l'ANPE. Certains commencent à se former durant leurs études, d'autres le font après. Ces nouveaux publics doivent se former et nous devons nous adapter à eux.

TOSTAIN & LAFRINNEUR
Real Estate
Conseil Personnalisé en Immobilier d'Entreprise et Commercial

Vous accompagnez dans vos recherches immobilières BUREAUX - ENTREPOTS - COMMERCES INVESTISSEMENTS

en Métropole Lilloise et Nord-Pas de Calais

23 rue de la Performance à Villeneuve d'Ascq
www.tostain-lafrinneur-immobilier.com
03 200 40 600